

Séance ordinaire du jeudi 21 novembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Audrey LLEDO, Dominique MARTIN-PRIVAT

Convention cadre Ville de Montpellier - CAF de l'Hérault - Conseil Départemental - Adages pour la mise en œuvre du dispositif "Plateforme garde d'enfant et Service d'accueil familial d'insertion"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La difficulté de trouver un mode d'accueil pour leur(s) enfant(s) constitue un réel frein pour les parents bénéficiaires du RSA et désireux de suivre une formation professionnelle ou d'accéder à l'emploi. L'enjeu est donc de lever les freins en proposant un dispositif, réactif et souple, garantissant la solvabilisation du coût de l'accueil.

Désireux d'offrir une avancée qualitative dans ce domaine, la Ville de Montpellier et la Caf de l'Hérault ont d'abord signé, en 2013, un protocole d'accord visant à identifier les besoins d'accueil de ces familles puis à mobiliser des places dans les structures municipales pour accueillir leur(s) enfant(s).

En 2014, pour répondre aux besoins grandissants de places d'accueil au bénéfice de ces familles, la Ville de Montpellier, la Caf, le Département et l'association Adages ont signé une convention pour expérimenter un Service d'Accueil Familial d'Insertion (SAFI). Ce service, porté par Adages, permet en effet de proposer une offre d'accueil complémentaire et plus réactive en orientant les enfants vers un accueil en crèche familiale, le temps de trouver un mode d'accueil en crèche collective.

Jusqu'en 2018, à travers la Plateforme Garde d'Enfants (PGE), la Caf de l'Hérault était chargée du suivi et de l'accompagnement de ces familles, de l'instruction et de l'orientation des demandes d'accueil et de

l'évaluation de l'action. Il est à noter que depuis septembre 2018, Adages assure le portage unique du dispositif en gérant à la fois la PGE et le SAFI.

Les évaluations favorables successives ont permis de reconduire ce dispositif jusqu'au 31 décembre 2018. La convention initiale étant arrivée à son terme, il est donc proposé de renouveler la convention cadre sur la base de ces nouvelles modalités partenariales. La convention est conclue du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2022, en concordance avec la durée du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2019-2022 dans lequel l'action est inscrite.

Chacun des partenaires intervient de la manière suivante :

- dans le cadre CEJ 2019-2022, la Ville de Montpellier s'engage à financer 4 places du SAFI sous la forme de prestation de service horaire et une partie du poste de coordination nécessaire à la mise en œuvre de la PGE sous la forme d'une prestation forfaitaire actualisée annuellement. La Ville s'engage également à mobiliser dans les établissements municipaux les places nécessaires à la mise en œuvre du présent dispositif, dans la mesure de ses disponibilités ;
- la Caf s'engage à accompagner financièrement le dispositif SAFI/PGE via la Prestation de service unique et une subvention Fonds publics et territoire. La Caf s'engage également à soutenir la Ville de Montpellier dans le cadre du CEJ (à hauteur de 55% maximum du financement municipal) ;
- le Conseil Départemental s'engage à soutenir financièrement le dispositif SAFI/PGE dans le cadre d'une convention annuelle. Il doit également accompagner l'action sur le plan technique, réglementaire et organisationnel ;
- l'association Adages s'engage à piloter et organiser l'évaluation du dispositif, assurer la coordination avec les partenaires, accompagner les familles, instruire les demandes et gérer l'activité du SAFI.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention cadre pour la poursuite du dispositif PGE/SAFI entre la Ville de Montpellier, la Caf, le Conseil Départemental et l'association Adages ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ci-jointe, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 27 novembre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 27 novembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention cadre SAFI/PGE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20191121-104832-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 03/12/19
Réception en Préfecture : 03/12/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.